

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

6 AU 12 JANVIER 1994

N° 939

10,00 F



NON A L'ÉCOLE

AU SERVICE DES CURÉS, DES PATRONS, DE L'ÉTAT

LE GOUVERNEMENT Balladur tente, en finançant l'école privée, d'atteindre plusieurs objectifs : porter (comme dans d'autres secteurs) le coup de grâce au « service public », déjà largement mis à mal par les gouvernements socialistes précédents ; faire rentrer de force l'institution scolaire dans l'ultra-libéralisme ; faire payer aux plus nombreux (ceux qui n'en ont déjà pas de trop) l'éducation des enfants de la classe dirigeante ; faire plaisir aux Eglises, en essayant d'égaliser Rocard et Lang, qui en 1992 leur offraient plusieurs milliards avec la bénédiction des élus de « gauche ».

Il est sûr que les dernières dispositions votées à la sauvette vont encore affaiblir les moyens financiers de l'école publique au profit de l'école privée, mais aussi renforcer les inégalités existantes entre les collectivités locales riches et les pauvres. Tous les projets d'écoles, de lycées, d'universités privés qui étaient envisagés dans certaines communes ou départements vont pouvoir bénéficier d'un paquet de pognon inespéré pour voir le jour. Tout cela au détriment d'une école laïque déjà au bord du gouffre.

Si Balladur veut porter un coup fatal à l'école laïque, c'est la gauche qui lui a portée les coups les plus durs !

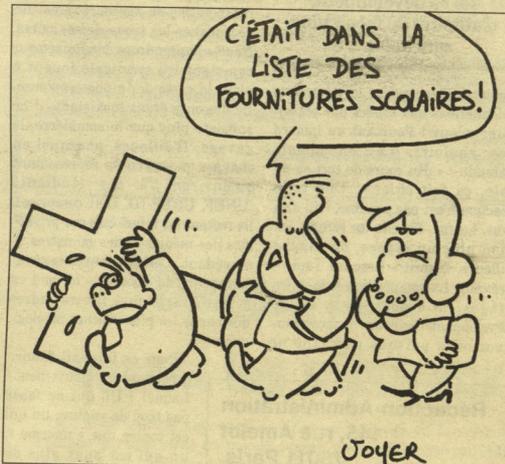
La gauche se fout du populo. Depuis 1982, de manière constante, tous les gouvernements successifs

sont allés dans le même sens : réduction des moyens, augmentation des effectifs dans les classes, désertification scolaire en milieu rural (laissant la place aux écoles privées), tout cela pour dégager une voie royale à la future élite de la France en favorisant les grandes écoles, en mettant les universités au service du patronat et en organisant l'exclusion sociale de l'immense majorité des élèves.

Qui a fait réapparaître l'ordre moral et l'armée dans les classes (accords Henu-Savary) ?

On pourrait multiplier les exemples à l'infini, le résultat est devant nous : dans le public et dans le privé, les gouvernements de droite comme de gauche nous ont construit une éducation de classe aux ordres des curés, des patrons et des militaires (*la Marseillaise* de Jean-Pierre Chevènement).

(suite p. 3)



SAN FLORIANO DI POLCENIGO (ITALIE) - 5 ET 6 DÉCEMBRE 1993

COLLOQUE ANARCHISTE SUR LE NATIONALISME

Ex-Yougoslavie, Italie : nation, irrédentisme et guerre

Suite à l'initiative de la Fédération anarchiste, le 11 novembre 1993, eut lieu, en Italie, l'organisation conjointe d'un colloque international avec les compagnons de la Fédération anarchiste italienne et du groupe Germinal de Trieste sur les thèmes de l'ex-Yougoslavie et du nationalisme.

Voici une partie de l'interview réalisée, avec nos compagnons italiens, par les Relations internationales de la FA pour le compte de Radio Libertaire.

LES RELATIONS internationales de la FA : Peux-tu nous préciser le ou les thèmes de ce colloque international ?

Germinal : Nous avons organisé celui-ci afin d'aborder le problème de l'ex-Yougoslavie. Cela fait plusieurs mois, maintenant, que le groupe

Germinal travaille sur le problème de la guerre dans cette région du monde, et que nous publions de nombreux articles. Ce colloque a ainsi permis de réunir un certain nombre de personnes et groupes afin d'échanger nos interventions et points de vue sur cette guerre inter-

ethnique. Nous en avons profité pour élargir le cadre des discussions, ici, aux problèmes du nationalisme, des « ethno-nationalismes », de l'« ethno-cratie », et aux propositions qui pourraient bloquer cette guerre. Nous avons également discuté sur le pacifisme, sur les organismes internationaux, sur les rôles des organisations humanitaires et, bien sûr, du rôle des anarchistes et leurs propositions. On a de plus conclu qu'il n'était pas possible d'aborder le problème de ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie sans aborder et tenir compte du nouvel ordre mondial qui est en train de se mettre en place, sans tenir compte des mutations économiques qui ont lieu au niveau mondial. Il est néces-

saire d'approfondir nos réflexions à ce sujet. Du point de vue de la propagande sur le cas yougoslave, il a été proposé de publier un document externe essayant de profiter d'un réseau de diffusion le plus large, et cela en travaillant avec nos compagnons d'ex-Yougoslavie, dont certains de Bosnie, de Serbie, de Croatie et de Slovénie étaient présents à ce colloque. Cela peut être le début de notre intervention. En plus de cela, il a été prévu de publier un bulletin interne au réseau actif ainsi créé, afin de travailler à des processus d'intervention et de blocage du processus de guerre existant.

(suite p. 5)

« Mémoires
libertaires

Lyon 1919 - 1939 »

CLAIRE AUZIAS

P. 8

T2137 - 939 - 10.00 F



FOP 2520

FRILOSITÉ

De la misère en milieu estudiantin

LA FAIBLE MOBILISATION parmi les étudiants illustre à merveille la déliquescence de l'ensemble de la société. C'est dire à quel point l'université est liée à cet ensemble, fait partie intégrante d'un tout qui s'effiloche, s'étiole. Il est possible qu'en entrant dans l'une de ses « succursales » nous fussions bercés par cette illusion : nous y ferons nos humanités. Le cas peut échoir, il s'agira alors d'une exception. La médiocrité y est bien plus courante. Ce qui étonne, c'est cette capacité des étudiant(e)s de s'en satisfaire.

Au-delà des manques strictement matériels qui, ici ou là, sont effectivement cruciaux, c'est tout le fonctionnement de ces lieux où l'on aurait accès à la connaissance qui pour le moins surprend. Critiques, réflexions, livres expressions n'ont plus cours. Ces activités ne sont pas rentables, quantifiables, chiffrables à une époque où tout se pèse, s'évalue, se compte, doit se trouver une justification économique.

Etre étudiant(e) aujourd'hui, *grosso modo*, se résume à quoi, au juste ?

Les politiques ayant poussé à la roue pour obtenir de 80% d'une classe d'âge qu'ils aillent au bac, puis accèdent à l'enseignement supérieur en leur promettant un

travail à la clef, la professionnalisation de la faculté, si dans les faits n'est bien heureusement pas encore instaurée, a cheminé dans toutes les têtes ou presque. Mais c'en est fini ! Le souci d'obtenir un emploi ne peut plus être la seule justification d'une présence à la fac. Le spectre du chômage, de l'exclusion faisant toujours plus partie de la réalité proche (les vendeurs de *Macadam*, venant jusque sur les campus, nous le rappellent), la fac

« La compétition à tous les étages, le chacun pour soi se développe, d'ailleurs de façon plus sournoise... »

deviendrait un refuge où nous nous adonnerions aux études par plaisir. Tant mieux ! Pourtant au hasard des couloirs n'a-t-on jamais entendu : « J'ai cours de ceci ou de cela, ça fait chier ». Une telle réaction n'est pas anodine, loin s'en faut. La fac, fût-elle un refuge, est bien plus un espace, où comme ailleurs, l'esprit « Bernard Tapie » prévaut. La compétition à tous les étages, le chacun pour soi se développe, d'ailleurs de façon plus sournoise puisque personne ne

l'affiche ouvertement, à l'inverse des « écoles » où sont élevés les futurs requins aux dents longues. Mais là on sait d'emblée à quoi s'en tenir.

Individuellement, on s'imagine pouvoir parvenir à décrocher le gros lot en ingurgitant à la lettre le cours dispensé par un prof, parfois ex-soixante-huitard, ayant retrouvé le rôle de mandarin, les autres ne l'ayant jamais quitté. Un prof donnerait-il l'occasion de s'exprimer, c'est généralement le mutisme total qui lui sera renvoyé. Le souci permanent de l'étudiant(e), inhibant chez lui/elle toute action en marge de son quotidien, est la récupération de ses cours ratés afin de boucher les trous de ses notes. Nous comprendrons plus aisément comment les syndicats jouent à plein la carte de la photocopieuse. Le discours étant inexistant, il ne subsiste plus que le commerce, le gavage. D'ailleurs, pourquoi en changer, puisqu'en ne représentant qu'environ 3% des étudiants (UNEF, UNEF-ID, UNI comprise), ils restent les interlocuteurs privilégiés des médias et des ministres se succédant. Ces structures servent néanmoins de « bocaux » où sont en gestation quelques futurs cadres des partis les plus proches idéologiquement.

Pour ce faire, il faudra cependant un mouvement ! Lequel ? Un qui ne fasse pas trop de vagues, un qui est contre une « réforme », un qui est pour plus de pognon, un qui reste en phase avec notre époque, un qui ne mette pas les choses en lien. Ne posons pas le chiffre de deux millions d'étudiants en chômeurs potentiels, nous risquerions de nous apercevoir que, d'être à la fac aujourd'hui, c'est être tombé dans le piège de la gestion sociale de la jeunesse. Un étudiant, c'est moins cher qu'un chômeur, c'est une fierté pour le pouvoir, et en se retrouvant à la rue à vingt-cinq ans ou plus,

après un séjour « assagissant » à la fac, on est moins turbulent qu'à seize ou dix-huit ans sans rien ! Ecartons donc l'idée « saugrenue » selon laquelle la fac serait inscrite dans l'ensemble de la société. « Moi, je suis étudiant, moi d'abord »... Ce qu'il faut démontrer. Et les syndicats s'emploient à le faire avec tenacité. Sinon, nous risquerions de voir plus loin que son bout de gomme déjà bien entamée.

C'est, pendant que la plupart des étudiant(e)s se cramponnent à la certitude d'obtenir autre chose qu'une dragée poivrée en fin de cursus, s'oubliant eux-mêmes et le reste aussi, régulièrement, et le reste aussi, régulièrement, et le reste aussi, grandes gorgées de J&B dans les boîtes câblées, se vautrant dans leur vomis hebdomadaire, que les syndicats s'appliquent à leur faire remplir les cahiers de revendications sur le mode du credo cher aux matins de France-Inter : « Réveillez-vous, on s'occupe du reste ». Pour l'occasion, ce sera : « Rendormez-vous, on vous prépare la bequée ».

Non pas que les étudiant(e)s n'en aient pas gros sur la patate, non pas que le malaise n'existe pas, non pas que rien ne se dise en catimini, mais aucune perspective n'émerge, ou si peu. Les médias nous l'assènent sans cesse, c'est la crise, d'accord, une crise faisant le tri, une crise qui se permet d'un côté un gaspillage orgiaque et de

sait, je devrai peut-être me séparer de ma GTI ?

Ajoutez à cette dose de paralysie deux doigts de sirop capiteux sectoriel concocté par les syndicats, une mesure engourdissante, cultivée et planifiée, par un discours ambiant lénifiant, un zeste d'apolitisme entretenu par les médias — dernier en date : l'émission de Bernard Rapp du 13 novembre 1993 sur FR3, avec nos deux bons gros pleutres éditorialistes, Serge July et Franz-Olivier Giesbert (FOG pour les intimes) et un journaliste de *Paris-Match*, où l'on assurait à qui mieux mieux, sans pouffer de rire, aux téléspectateurs hallucinés, que les années fric passées ne furent en rien politiques. On ne va tout de même pas cracher dans la soupe « libérale », qui nous engraisse toujours à coups de pubs obscènes ! Pub en Italie se dit *propaganda*. Etonnant, non ? (vous obtenez alors un cocktail soporifique).

Alors, *quid* des 500 000 sando-domicile-tout-court (SDTC), SDF sous-entendant qu'ils en auraient un non fixe, quid des trois millions de chômeurs, du rapport Nord-Sud, des opprimé(e)s, du fric pour les avions Rafales et pas pour les vélos Solex, du rôle du travail dans la société, de la présence policière accrue et omniprésente. Rien ! Tout ça ne relèverait pas d'une politique. Parce que la politique ce n'est pas beau, pas bien, et c'est bien connu : l'économie libérale, depuis dix ans, n'est pas politique. Oncle Bernard en sait quelque chose. Et de plus, alors qu'André Langaney et Albert Jacquard nous répètent à l'envie qu'il n'y a pas de races différentes chez les humains, parmi les étudiant(e)s, certain(e)s pensent que si. Il y en aurait une, la leur, celle des étudiant(e)s, qui n'aurait rien à voir avec les autres. C'est peut-être mieux ainsi ! A tous les journalistes nostalgiques d'un 68 ou autre, imaginant un grand soulèvement du fond de leur rédaction, rivos sur leur PC et FAX, je les rassure, ils peuvent dormir tranquilles, même sur la banquette arrière de leur grosse cylindrée. D'ailleurs, pour qu'un journaliste évite toute spéculation sur une situation illusoire, encore aurait-il fallu qu'il y mit les pieds. Les experts sont formels : « Ici, la seule vie qui soit est végétative ».

Demain, si les transnationales désiraient étendre leurs tentacules sur une zone aseptisée, sans l'ombre d'une asperité, aussi froide qu'un décor de fast-food, le champ est libre, la riposte serait inexistante. Bienvenue dans un monde marchand sans réflexion.

Christian (sympathisant FA de Lyon)

« Pour l'occasion, ce sera : "Rendormez-vous, on vous prépare la bequée". »

l'autre de soumettre toujours plus de gens à une pénurie fomentée, organisée, pensée, réfléchi. Donc il n'y a rien à faire, et c'est tant mieux puisque d'autres sont là pour se sucrer sur le dos de la misère. Si tant est qu'il se passe quelque chose, les médias sont là pour en parler en compagnie de l'abbé Pierre, ainsi tout va pour le mieux... Les étudiant(e)s, comme tout le monde, à force d'être informé(e)s par l'info-spectacle oublient que les acteurs ce sont bien eux. En cogitant secrètement, on se dit : « Après tout, moi quand je serai "grand", ce sera peut-être moi qui pourrai bouffer le caviar à la louche, pendant que mon voisin d'amphi goûtera au plaisir de la soupe populaire ». Et oui, voilà encore ce qu'il faut démontrer. Un songe pareil, généralisé, laisse rêver, et ça vous fige toute envie de bouleverser l'ensemble. Qui

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Non à l'école au service des curés, des patrons, de l'Etat

(suite de la « une »)

Le pire, peut-être, est qu'on oublie les objectifs principaux du système éducatif : développer et éduquer de manière harmonieuse les enfants, quelles que soient leurs origines sociales.

Ces objectifs sont-ils possibles dans le cadre de la société actuelle ?

Il est nécessaire de faire pression sur ce gouvernement ou son maire pour éviter le pire à l'école laïque, mais comment voulez-vous que l'éducation échappe à la logique d'une société entièrement basée sur l'oppression et l'exploitation des individus ?

On peut toujours rêver à un gouvernement qui préférerait reconstruire les lycées « Pailleron » plutôt que des chars Leclerc ; réaménager le LEP du coin plutôt que de réhabiliter un commissariat...

Mais pour reconstruire un système éducatif basé sur la liberté des enfants face aux institutions religieuses ou étatiques, qui garantissent l'égalité sociale et l'apprentissage de l'entraide, seule une transformation radicale de la société est à faire.

Aujourd'hui, il est possible de jeter les bases de ces pratiques dans le cadre de l'école laïque ou d'expériences alternatives comme l'école Bonaventure de l'île d'Oléron.

Avoir un service public de qualité, jeter les bases d'une société de liberté, d'égalité, solidaire, c'est possible ! Il ne tient qu'à nous (enseignants, parents, étudiants...) de se décider à agir dès maintenant.

Fédération anarchiste
(Paris, le 2 janvier 1994)

Souscriptions du « Monde libertaire »

Septembre 1993

J. Grégoire, R. Lahaxe, Y. Harmot, J. Sergent, Margarit, R. Ricoux, G. Millot, F. Domingo, C. Dumons, P. Pelte, S. Lallemand, B. et O. Estorgues, P. Méric, L. Nizaud, P. Allard, P. Linard, Y. Joubert, H. Melich, A. Lewandoski, D. Bene, Molinari, P. Gheysen : chacun 60 F ; G. Baudet : 45 F ; A. Gateau : 85 F ; M. Joseph : 10 F ; A. Rouet : 10 F ; P. Segura : 37 F ; D. Sacorowsky : 80 F ; groupe de Rouen : 500 ; F. Borroz : 200 F ; Descamps, 35 F ; E. Maillard : 45 F ; K. Mignot : 20 F.

Total : 2387 F.

Octobre 1993

P. Mille, J. Mata, D. Carette, J.C. Gassiolle, J. Perez, P. Bouey, C. Bissierier, R. Thyon, P. Martin, P. Leclerc, Bottier, S. Wirth : chacun 60 F ; R. Viller : 460 F ; Mousalve : 30 F ; Emilio (Barcelone) : 50 F ; J.-J. Gandini : 210 F ; Malfant : 80 F ; Bourguet : 80 F ; J.P. Fenouillet : 80 F.

Total : 1710 F.

Novembre 1993

E. Claude, Nublait, Charrier, Valet, Nauleau, Langumier, F. Maciejak, M. Sappia, F. Ferriot, C.L. Conte, L. Malfant, X. Coulon : chacun 60 F ; Meurant : 40 F ; Rinaldo : 80 F ; groupe de Rouen : 125 F ; P. Bes : 200 F.

Total : 1165 F.

Décembre 1993

Y. Orazi, C. Langand, B. Durand, D. Barthélémy, F. Thiriot, J. Haro, R. Rouge, P. Candegabe, P. Vergain, J.-C. Le Cloarec, P. Chandioxi, M. Bernard, A. Olmo, J.-F. Lacroix, B. Fradin : chacun 60 F ; J. Neel : 210 F ; Hall Derrier : 10 F ; groupe d'Annemasse : 200 F ; groupe Idée Noire (Aubagne) : 720 F ; F. Lavallery : 30 F ; Y. Troadec : 110 F.

Total : 2180 F.

TOTAL GÉNÉRAL : 7442 F.

« ITINÉRAIRE »

La revue « Itinéraire » recherche des personnes bénévoles pour traduire des textes écrits en allemand, néerlandais, japonais. Si vous maîtrisez parfaitement l'anglais, l'espagnol ou l'italien, vous pouvez également nous rendre service. Contactez-nous : « Itinéraire », 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

MANUFACTURE D'ARMES DE SAINT-ETIENNE

Non à l'armement ! Oui à la reconversion !

Le mardi 21 décembre, à l'appel d'une quarantaine d'organisations et associations, environ 1500 personnes s'étaient rassemblées devant l'usine de Giat-Industries à Saint-Etienne pour exiger le retrait du plan de restructuration, qui prévoit de faire passer le nombre de salariés de 3000 actuellement à environ 500.

Nous étions une trentaine de militants et sympathisants anarchistes à donner notre point de vue sur la question. Pour nous, défendre son emploi, son gagne-pain, c'est légitime. Mais ne doit-on pas pour autant se poser des questions sur ce que nous produisons ? En effet, la possibilité d'une reconversion n'a jamais été évoquée (la question a parfois été effleurée par la CFDT) et, en plus, nous avons entendu des discours régionalistes et nationalistes. Ainsi, pour le PCF de la Loire, « ...les licenciements de la MAS [Manufacture d'Armes de Saint-Etienne] sont le fruit de la politique de Maastricht, qui est une remise en cause de la souveraineté nationale. Dans tous les domaines, c'est l'effacement d'une défense nationale indépendante... ».

Quant à l'UL-CGT de Saint-Etienne, elle appelait « tous les Stéphanois désireux de défendre leur ville et leur région » à venir manifester. Allons camarade, produis encore plus d'armes pour défendre ton pays, ta région, ta ville. Voilà le discours des sociaux-traités du PCF et de la CGT.

Malgré nos appréhensions, nous n'avons pas eu à affronter le service d'ordre de la CGT et nos idées prônant la reconversion et le syndicalisme révolutionnaire, contre le nationalisme, ont rencontré des sympathies (notamment parmi les retraités).

La reconversion est possible. Par exemple, après les deux guerres mondiales, l'industrie de guerre s'est reconvertie dans l'industrie civile. Lucas Aerospace a fait de même dans les années 70...

Pas d'illusions toutefois. En effet, dans la société actuelle, la production est déterminée par la loi du marché, pas par la satisfaction des besoins.

Mais après tout, pourquoi ceux qui n'ont plus rien à perdre ne feraient-ils pas le choix d'une cause émancipatrice ?

Yann Karim
(groupe Nestor-Makhno - Saint-Etienne)

EURE

Des paysans devant les tribunaux

La Confédération paysanne de l'Eure a toujours eu la volonté de dépasser le cadre strict du monde paysan pour populariser ses idées et ses luttes : interventions lors du conflit Renault-Cléon ou à l'usine d'engrais La grande Paroisse à Grand-Quevilly près de Rouen, etc.

Des militants ont également « subtilisé » de la viande dans un abattoir et un hypermarché pour la redistribuer gratuitement aux consommateurs et organiser un méga-méchoû dans les quartiers populaires de Pont Audemer (le Monde libertaire en avait parlé à l'époque).

Forcément, populariser ainsi sa lutte, appliquer l'action directe pour dire qu'il « est grand temps de remettre de l'ordre dans la filière viande » ou pour dire que « c'est le moment de faire payer les importateurs, grossistes et hypermarchés », même si ça passe très bien auprès de la population et dans la presse locale (les qualificatifs de « nouveaux Robin-des-Bois », ce n'est pas du goût des grossistes et des juges.

Aussi plainte a-t-elle été déposée il y a un an contre Thierry Martin et Jean-Jacques Patin, deux des responsables de la Confédération paysanne de l'Eure.

Faisant fi des importations massives de viandes, des intermédiaires qui s'en mettent plein les poches et de l'incompétence du ministère, les juges les inculpent de délit de droit commun.

En 1992, à l'annonce de l'inculpation, une manifestation bruyante rassemblant paysans et travailleurs (Renault, engrais, fonderies...) était organisée à Pont-Audemer.

Dernièrement, c'est une fête rock de soutien qui a eu lieu à Saint-Ouen-de-Thouberville le 12 décembre et un rassemblement le 15 décembre (jour du procès) devant le tribunal de Bernay pour demander la relaxe des deux paysans.

Les résultats du procès dans ces mêmes pages le plus tôt possible.

Jean-Pierre Levaray
(groupe de Rouen)

N.B. : Pour envoyer votre soutien ou pour avoir de plus amples informations, écrivez à : Thierry Martin, 27 350 Routot.

RENDEZ-VOUS

FOIX

La FA de l'Ariège vend le Monde libertaire chaque premier et troisième lundis du mois, entre 10 h et 11 h 30/12h, sur le Champ de Mars où se déroule le marché de Foix.

LILLE

Le groupe Humeurs Noires et le Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux vous invitent, le samedi 15 janvier à partir de 15 h, à participer à une conférence-débat sur le Moyen-Orient, trois ans après le début des offensives contre l'Irak et au lendemain des accords israélo-palestiniens.

René Berthier, membre de la Coopération pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak et membre du groupe Février de la FA (Paris) et Christiane Passevant animeront le débat, qui se déroulera au CCL Benoît-Brouchoux, 1-2, rue Deni-du-Péage, (M^e Fives) à Lille.

PRIVAS

Le groupe d'Aubenas de la FA organise une réunion publique sur la « presse libertaire », le mercredi 12 janvier à 20 h 30 à la Maison des associations de Privas.

Groupe d'Aubenas c/o CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

SAINT-NAZAIRE

Le groupe libertaire Fernand-Pelloutier se réunira le vendredi 14 janvier à 20 h 30 à la Maison du Peuple (salle C), place Salvador-Allende. A l'ordre du jour de cette réunion à laquelle vous êtes invités : la sortie d'un journal local et la campagne sur la laïcité, avec manifestation du 16 janvier à Paris. Groupe libertaire Fernand-Pelloutier c/o « Les Amis de Fernand-Pelloutier », Maison du Peuple, place Salvador-Allende, 44600 Saint-Nazaire.

PARUTIONS

PRESSE

Le n° 6 de la Protesta, journal anarchiste brestois à parution sporadique, édité par le groupe Les Temps Nouveaux vient de paraître. Prix : 2 F.

Au sommaire : Fin de terre ? le chômage, contre l'Institut catholique de Brest, vallée d'Aspe : massacre à la bétonneuse, rue de Saint-Malo : la fin d'une expérience ?, disques, livres et BD. La Protesta c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

PRESSE

Le n° 1 de la Revolva, feuille des anarchistes de l'Ariège vient de paraître. Pour se le procurer, envoyez un timbre à 2,80 F à l'une des deux adresses suivantes : — Haison FA de l'Ariège, 2, rue Georges-Bordas, 09000 Foix ; — Alain Fellu, 09460 Artigues.

PRESSE

Le n° 14 de la revue Encre Noire est paru. C'est une revue éditée par le groupe J.-R. Caussimon de Nancy, le groupe Ne Plus Subir de Moselle/Bas-Rhin et la Haison FA de Saint-Dizier. Il est disponible contre 8 F en timbres, en écrivant au CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

BROCHURE

Le groupe FA de Nice édite L'Anarchie de Sébastien Faure. Prix : 25 F (port compris). Chèque à l'ordre de l'ADCL. A commander à ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

ARDENNES

Vigilance face aux déchets nucléaires

EN NOVEMBRE 1991, l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) commence en catimini des travaux sur le terrain de la centrale hydro-électrique de Saint-Nicolas, près Des Mazures.

En décembre 1991, ME 2 I, société sous-traitante de l'IPSN, dépose une déclaration de travaux en mairie.

Face aux mensonges et autres imprécisions, des habitants du village se regroupent pour obtenir des informations, et créent un comité anti-poubelle, en février 1992.

Le comité mène un travail d'information de la population par des tracts, réunions et pétitions. Et afin de ne pas rester isolé, il participe à la

coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Segré (Maine-et-Loire).

Au mois de mai 1993, le comité mène une action de contre-information en gare de Charleville-Mézières contre une exposition de l'ANDRA sur le stockage des déchets radioactifs.

En octobre, le comité anti-poubelle intervient à Châlons-sur-Marne lors de la venue de M. Bataille (chargé de la « médiation » avec les populations locales), ayant dans ses bagages le projet d'implantation d'un laboratoire (on appelle cela une poubelle) d'enfouissement des déchets nucléaires près de Sainte-Ménéould

(Marne). L'opposition s'organise, et le 23 novembre, 150 personnes assistent à une conférence organisée par les Verts avec Didier Anger à Saint-Ménéould. Des copains de l'Organisation communiste libertaire (OCL) de Reims y apportent un discours dissident, qui tranche avec celui des technocrates verts locaux.

Aux Mazures, le risque de voir s'implanter une poubelle nucléaire s'éloigne (pour l'instant). Un laboratoire permettant d'étudier la capacité des schistes (la roche locale) à stocker les déchets radioactifs a été mis en place. Ce laboratoire, dont l'utilité est sujette à caution, sert d'alibi scientifique pour rassurer les populations,

grâce aux études nébuleuses qui y sont réalisées. Mais le comité anti-poubelle maintient la pression. Le 3 décembre, une conférence animée par Roger Belbéoch du GSIEN a réuni 80 personnes. Le bourrage de crâne de l'ANDRA (publicités à la télévision) n'a pas endormi les énergies.

Liaison FA des Ardennes

N.B. : toutes les informations sont extraites du *Canard*, bulletin du comité anti-poubelle nucléaire ardennais, auquel on peut s'abonner contre un chèque de 30 F, en écrivant au « Comité anti-poubelle nucléaire ardennais - SOS Environnement mazurais », BP 11, 08500 Les Mazures (chèque à l'ordre de l'association).

CHARENTE

Des déchets comme s'il en pleuvait

Petite région au sud de la Charente, la Double Saintongeaise vivait jusqu'à l'été 1993 la galère de la plupart des zones rurales du pays : une agriculture exsangue mais qui résiste encore (forêts et polyculture) et le développement d'un tourisme vert qui, sans être la panacée, permet de penser un avenir pour celles et ceux qui aiment cette région et veulent continuer à y vivre. Mais, cet été donc, les habitants de la région ont appris que France Déchets, filiale de la Lyonnaise des Eaux, voulait implanter un décharge de classe 1 (stockage des déchets dits « ultimes ») sur la commune de La Genétouze.

A cet effet, cette entreprise privée mais aux puissants appuis publics, avait fort discrètement acheté une centaine d'hectares sur la commune. Quelques semaines plus tard, il ne s'agissait plus d'un seul projet mais bien de six projets différents qui touchaient la Double Saintongeaise ! Ainsi, il est prévu dans un triangle de 35 kilomètres de côté, à la limite de quatre départements (Charente-Maritime, Charente, Dordogne, Gironde) et par là de deux régions (Aquitaine et Poitou-Charente) : deux décharges de classe 1, trois décharges de classe 2 (ordures ménagères et déchets industriels dits « banals »), un centre d'incinération de déchets industriels.

Une telle concentration est assez stupéfiante mais s'explique très bien. D'une part, la situation géographique permet le traitement d'ordures de deux régions administratives en contournant la loi « écologiste » de juillet 1992 ; d'autre part, le faible taux de population (28 habitants au km², 7 habitants au km² pour la commune de Genétouze) laisse espérer aux concepteurs une résistance peu spectaculaire à leurs projets. Enfin, ceux-ci peuvent compter sur l'appui de l'entreprise locale AGS (usine d'extraction du kaolin), qui, outre les bénéfices directs qu'elle tirera de ces projets ou elle est partie prenante, fait savoir que les déchets sauveront l'emploi d'une quinzaine de salariés qu'elle s'appropriait à licencier. Sur ce, vous rajoutez le silence embarrassé des élus à la botte des pouvoirs publics et le tour est joué !

Mais la résistance se met en place, une association s'est montée. Elle organise depuis des mois des débats publics dans chaque commune, où sont démontés les arguments et les promesses de France Déchets (le baratin habituel sur la modernité des installations et le contrôle de la provenance des déchets, l'absence de détails sur le volume du transport routier...). Cette association, qui compte déjà 400 adhérents, a récupéré 4 000 signatures s'opposant aux projets. Elle a terminé l'année 1993 en organisant le 18 décembre une manifestation à Montguyon. Ce fut l'occasion de dire « non » à ces projets et d'envisager un autre futur à l'orée de 1994.

Luc (gr. Berkman - Poitiers)

N.B. : D'après des informations transmises par l'Association pour la promotion et la protection de la Saintonge boisée et Sud-Charente, BP 26, 17360 La Genétouze.

TUNNEL DU SOMPORT

Chronique d'une vallée en danger

LA VALLÉE D'ASPE est plus que jamais en danger. Le 20 octobre, le « visage pâle », qui trône à Matignon, a signé le Décret d'utilité publique donnant le feu vert au redémarrage des travaux de bétonnage/dynamitage d'une magnifique vallée pyrénéenne. Si on laisse faire, celle-ci deviendra un couloir à camions reliant Pau à Saragosse par un futur tunnel du Somport au détriment de la vie humaine, animale et végétale.

Les « Aspaches » et Eric Pétetin ont appelé à la mobilisation permanente dès la reprise des travaux, début décembre.

Il faut bien le reconnaître : la première semaine de décembre, la mobilisation a été faible. Quelques blocages symboliques de camions ont eu lieu avec le Comité d'habitants pour la vie en vallée d'Aspe ; le gîte d'étape « La Goutte-d'Eau » a accueilli une trentaine de membres des Comités Somport qui avaient fait le déplacement ; le 1^{er} décembre, trois d'entre nous (Eric du comité de Paris, Foued et Eric du comité d'Angoulême) ont pénétré sur

le chantier du tunnel pour dénoncer son illégalité... la répression ne s'est pas faite attendre : une nuit de garde à vue et une convocation au tribunal de Pau pour le 17 février 1994, en raison de... 50 centimètres de grillage découpés. Ce jour-là, les copains auront besoin d'un soutien massif.

Le 2 décembre, dix militants des Comités Somport et de la Coordination pour la sauvegarde active de la vallée d'Aspe (CSAVA) se retrouvent menottés et parqués devant des camions militaires pour s'être simplement rassemblés devant les gardes mobiles postés à l'entrée de la vallée (d'après un gendarme qui a ensuite contrôlé nos identités, « les forces de l'ordre ont des pouvoirs élargis dans les zones chaudes comme les banlieues et la vallée d'Aspe... »). Fichage des militants, téléphones sur table d'écoute, filatures, déformation des faits dans les médias locaux, inculpations à outrance... Ici encore la démocratie sort son arsenal autoritaire.

A partir du 7 décembre, la mobilisation est montée d'un cran avec une

action du comité d'habitants, qui s'est soldée par une quarantaine de poursuites en correctionnelle.

Le lundi 13, le comité d'habitants réunissait plus de 120 valléens pour une action de filtrage de la circulation.

Le mardi 14, un convoi de quatre semi-remorques, escortés chacun par trois ou quatre engins militaires, a monté du matériel jusqu'au chantier du tunnel. Vision hallucinante, digne d'un pays totalitaire. Le lendemain, un autre convoi a été stoppé quelques minutes par quatre opposants couchés sur la route. Ceux-ci ont ensuite été invités, cordialement, à se réchauffer et à boire le pot de l'amitié au poste de gendarmerie le plus proche (vous l'aurez compris, c'est une image !). Le tunnel du Somport débouchera-t-il sur la place Tiananmen ?

Un appel a été lancé par le Collectif Alternatives pyrénéennes à l'axe européen E7, dont fait partie le comité d'habitants, et par la CSAVA pour faire de la période du 25 décembre au 1^{er} janvier une semaine d'action pour une nouvelle année

sans tunnel. D'autres temps forts suivront dans le cadre de la mobilisation permanente d'une lutte à long terme. Il devient urgent de rejoindre les Comités Somport déjà existants ou d'en créer de nouveaux. Les actions de solidarité dans l'Hexagone et en Europe peuvent faire basculer le rapport de force.

Chaque personne pouvant rejoindre les valléens en lutte pendant quelques jours ou quelques semaines permettra à l'action directe d'être plus massive et plus efficace.

Nous ne pouvons pas nous résigner à l'invasion de la planète par la circulation du fric, du béton, de l'automobile et de l'arbitraire. Le combat passe aussi aujourd'hui par la vallée d'Aspe.

No pasaran !
Christian Leduc - Yann Rey
(Comité Somport d'Angoulême)

N.B. : CSAVA c/o « La Goutte-d'Eau », 64490 Cette-Eygun. Tél. : 59.34.53.17 ; gîte d'étape « La Goutte d'Eau », 64490 Cette-Eygun. Tél. : 59.34.78.83 ; Collectif Alternatives pyrénéennes à l'axe européen E7, BP 71, 64402 Oloron-Sainte-Marie. Tél/fax : 59.84.81.98.

Nouvelles du front

LE MAL DU PAYS

Selon les chiffres de la Direction du Service national, plus de 5 000 insoumis sont aujourd'hui dans la nature. A côté de ceux dont le cas sera régularisé dès leur contact avec la justice (double nationalité, changement d'adresse...), il y a tous ceux qui sont en cavale. Beaucoup d'entre eux choisissent l'exil. Plusieurs dizaines d'insoumis et d'objecteurs-déserteurs sont actuellement en Angleterre et certains projetteraient un retour public en France pour régulariser leur situation. La fanfare d'avis de recherche est déjà prête.

PAYS BASQUE

Après avoir déjà semé l'anarchie durant de longs mois au Pays basque en lançant une campagne antimilitariste, le groupe Maia vient de frapper à nouveau en rendant publique

l'insoumission de deux de ses membres : Alain Cazaux et Filipe Jauregiberrri. L'armée française en a ras le bérêt !

UN RAPPORT COUP DE POING

Chaque année, l'armée dresse l'état des lieux très confidentiel des bavures au sein des casernes. Celui de 1993, émanant du très discret Centre des relations humaines de l'armée, fait état pour la seule armée de terre de 2 200 voies de fait, menaces, violences et sévices. François Léotard, qui n'a pas dû encore le lire, n'en avoue publiquement à l'Assemblée nationale que 40 cas. Ça rigole sec dans les casernes. Encore une petite bière, adjudant Kronenkourg ? Non, merci les gars. Jamais pendant le « sévice » !

« Avis de recherche - Flash info » n° 9, 4^e trimestre 1993

**L'UNION RÉGIONALE
PARISIENNE
DE LA
FÉDÉRATION
ANARCHISTE
TIENT
UNE PERMANENCE
CHAQUE SAMEDI
DE 14 H A 18 H
AU 145, RUE AMELOT
(M° OBERKAMPF),
75011 PARIS.
TÉL. : 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.**

Ex-Yougoslavie, Italie : nation, irrédentisme et guerre

(Suite de la « une »)

Massimo : Je pense que cette réunion a été importante car elle nous a permis de rencontrer et de prendre contact avec des copains venant de régions où se déroule la guerre, et avoir ici des anarchistes de plusieurs ethnies de l'ex-Yougoslavie a été un élément très positif. De plus, nous avons réussi à définir une position claire concernant le militarisme, les nationalismes qui renaissent un peu partout en Europe et contre le terrorisme des Etats, car n'oublions pas, ce sont les populations qui à la fin payent les pots cassés.

Ivan : Je pense que c'est le moment où des groupes anarchistes apparaissent dans l'ex-Yougoslavie, et qu'il faut tout faire pour les aider à se développer.

Les Relations internationales de la FA : Venons-en à la situation en Italie. Observez-vous des conséquences directes de cette guerre en Italie ?

Massimo : Tout d'abord, il y a bien sûr des réfugiés qui arrivent de plus en plus nombreux en Italie. De plus, la présence américaine dans les bases de l'OTAN, présentes en Italie, entraîne une effervescence à ce niveau. A part ces conséquences, je ne pense pas que l'on puisse faire de comparaisons avec le problème yougoslave et le problème italien. L'Italie n'est pas un Etat fédéral comme la Yougoslavie, et il n'y a pas de différences aussi marquées entre les ethnies. Il y a bien sûr des zones linguistiques, mais je pense que cela est différent. De plus, sur le plan

religieux, l'Italie est un pays catholique, terre du cléricisme, qui a même entraîné une certaine domination sociale. Il faut analyser la situation actuelle en Italie en tenant compte de ces éléments.

Les Relations internationales de la FA : On est tous plus ou moins au courant de la montée de la cote de popularité de la Ligue lombarde et du Mouvement social italien (MSI), mouvement néo-fasciste. De plus, il y a actuellement des élections ici, peux-tu nous donner des précisions sur ce que ces mouvements représentent ?

Massimo : La victoire de la Ligue dans les régions septentrionales ne doit pas être interprétée comme la victoire d'une ethnie particulière ; en fait, il s'agit d'une révolte contre l'impôt qui continue de croître. De même la victoire du MSI à Rome et à Naples ne doit pas être uniquement vue comme une victoire du fascisme, mais aussi comme une volonté des populations concernées d'avoir un Etat providence, un Etat national,

« La politique "mains propres" [...] a amené la fin des partis du centre. »

afin de se garantir, par exemple, des pensions, des retraites... La politique « mains propres », qui a remis en cause la corruption, a amené la fin des partis du centre, mais les couches sociales du centre qui veulent une politique modérée n'ont pas disparu. La Ligue lombarde et le MSI essayent ainsi de récupérer ces couches sociales

moyennes en prônant même une politique de centre-droit. Mais la politique que veulent réellement mener Bossi de la Ligue ou Fini du

« Il y a un projet [...] de vouloir rediscuter les frontières de l'Istrie. »

MSI ne sera opératoire que s'ils réussissent à récupérer à leur avantage ces couches modérées.

Germinal : Je voudrais ajouter que je pense que la guerre en Yougoslavie a mis en route, en Italie, un autre processus, que je qualifierais d'irrédentiste, car il y a des secteurs des politiques italiens qui veulent rediscuter la définition des frontières actuelles, et surtout des frontières avec l'ex-Yougoslavie. Il y a un projet, non seulement du MSI, mais aussi du centre politique actuel de vouloir rediscuter avec la Croatie des frontières de l'Istrie. C'est là un des premiers éléments moteurs du nationalisme italien. Il y a un vrai problème de rupture et de crise de la nation, non pas lié à des conflits inter-ethniques, mais à des conflits d'intérêts financiers. Il faut signaler, par ailleurs, et cette information est parue dans la grande presse, que l'armée italienne fait actuellement des manœuvres, et cela pour empêcher une future éventuelle sécession de l'Italie. La nation,

comme religion civile, n'existe plus ; il y a un retour aux particularismes économiques et politiques. Ces localismes produisent de la xénophobie, la peur de l'autre. Par delà tout cela, nous assistons, je pense, à une mutation du fordisme et du post-fordisme vers une définition de nouvelles régions spécialisées dans la production, avec une force de travail plus flexible.

Le Parti communiste, lui, sera présent comme un parti social-démocrate, style PS en France, travaillistes en Angleterre...

Les Relations internationales de la FA : Où en est le mouvement syndical aujourd'hui en Italie ?

Massimo : Le 12 novembre, il y a eu une grève générale à laquelle ont participé 100 000 travailleurs. Celle-ci avait été organisée par différentes structures indépendantes comme les Comités de base (Cobas), la Confédération unitaire de base, l'Union syndicale italienne. Cela a montré la vitalité des mouvements de base face à l'inertie des grandes centrales réformistes. Nous enregistrons encore la création de comités de base, mais le problème est de savoir les coordonner et de les rendre indépendants par rapport aux partis politiques. Le terrain est fertile car il y a abandon par les organisations traditionnelles de la défense des intérêts de la classe travailleuse : cela ouvre d'immenses perspectives pour les nouveaux mouvements. Le nouveau syndicalisme a beaucoup de défauts, mais on ne peut l'accuser de corporatisme. Il se développe, pour l'instant, là où il y a le plus de possibilités. Il se trouve, par exemple, dans le secteur public, les hôpitaux, les écoles, les chemins de fer, mais des Cobas se développent aussi dans l'industrie métallurgique.

Dario : Je crois que nous nous trouvons actuellement en face de la crise de la société du travail. La vieille société du travail est en passe d'être dépassée. Je crois que le travail devra rester un élément d'organisation de la société, mais je pense aussi que le chômage ne nous permet pas d'en rester à la vieille définition de la société du travail. Je pense que les théories d'André Gorz, dans *La métamorphose du travail*, sont justes. Nous pouvons, ainsi, mettre en avant la revendication de diminution importante de la durée de l'horaire de travail, cela je pense peut libérer des potentialités importantes et amener à la découverte de la politique comme formation de la décision commune, contre les intérêts de ceux qui possèdent le pouvoir et contre le capitalisme. C'est ainsi la redécouverte de la participation, que cette redécouverte de la politique pourrait entraîner.

SUÈDE

Violences racistes — Le 14 septembre, un camp de réfugiés à Timpa a fait l'objet d'une tentative d'incendie. Le lendemain, un cocktail Molotov a été lancé sur une maison de réfugiés dans la banlieue de Stockholm. Le 22, un skinhead emprisonné depuis la fin du mois d'août a été condamné à dix-huit mois de prison pour deux agressions. Le 9 octobre, un immeuble où habitent des réfugiés a été incendié à Mullsjö.

Nazi-rock — Le groupe suédois Ultima Thule a obtenu un contrat avec la major-compagnie EMI. Les liens d'Ultima Thule (quatrième au hit-parade suédois en septembre) avec l'extrême droite sont pourtant largement connus, même si les membres du groupe affirment avoir pris des distances avec le racisme et n'être que des « nationalistes ». Des employés de la maison de disque ont protesté contre la signature de ce contrat.

Antimilitarisme — Nos camarades suédois n'ont réellement aucun scrupule envers l'armée. Ils se livrent à des actes de sabotage contre le dernier joujou des culottes de peau : l'avion de combat suédois JAS 39 Gripen.

Quatre antimilitaristes ont été condamnés le 13 octobre à un an de prison et 6 000 F d'amende pour des dégâts se montant à... 300 F ! L'un d'entre eux, Per Henggreen, est l'auteur d'un livre sur la désobéissance civile.

Le 25 septembre, six autres ont été condamnés pour intrusion et dégradation dans des installations militaires en mars 1991 à Eskiltuna. Quatre d'entre eux ont fait appel le 26 octobre. Le JAS 39 Gripen s'est écrasé à plusieurs reprises jusqu'au mois d'août dernier. Les autorités ont décidé, début septembre, de le maintenir au sol pour au moins deux mois.

Le ministre de la Défense, Anders Björke, a fait l'objet d'une enquête sur de possibles négligences dans ces crashes.

Béton — Il est question de construire un grand boulevard périphérique à Stockholm, le *Dennispaket* dont le prix est estimé à deux milliards de francs. Son prix aura presque doublé en deux ans (800 millions supplémentaires). L'impact sur la pollution de la ville, notamment atmosphérique, sera évident. Les actions contre ce projet sont donc fréquentes. Ainsi le 8 septembre, un groupe de désobéissance civile a tenté de bloquer les travaux. L'échoua, mais ce furent les bateaux, cars et hélicoptères des forces de police venus les empêcher de manifester qui le firent à leur place ! De plus, des experts étrangers ont été appelés pour contrôler le coût du *Dennispaket*. La portion ouest du tracé devrait ainsi être retardée d'au minimum cinq ans.

Autre projet, qui concerne conjointement la Suède et le Danemark : le pont de la baie d'Öresunds. Le ministre danois des Transports a posé la première pierre le 17 septembre. La participation suédoise n'est pas encore acquise, puisque l'étude d'environnement et l'agrément doivent être complétés. Une manifestation a eu lieu le 17 septembre également sous le mot d'ordre : « l'écologie avant l'idiotie ». Selon les milieux autonomes suédois, des actes de sabotage contre les travaux auraient déjà commencé.

d'après « A-Infos Suède » (septembre-octobre 1993)

Paris, jeudi 11 novembre 1993, journée libertaire contre la guerre et le nationalisme. Photo groupe FA de Dieppe.



PORTUGAL

Episodes de la nouvelle tragédie ibérique

C'EST À PEINE si un lecteur attentif a pu la découvrir : dans un coin de page du quotidien officieux du soir, une brève dépêche mentionnait un rapport d'Amnesty International sur l'usage de la torture par la police portugaise. Le vieux cliché de la « nature » sympathique du « bon peuple » portugais en prend un coup ! Désormais, lorsque vous rencontrerez un flic portugais il faudra s'en méfier : non seulement c'est un flic comme les autres, mais il pourra même tomber dans l'extrémisme si vous êtes pauvre, jeune et surtout, plus basané que lui. Ces qualités éminemment démocratiques de la police portugaise viennent d'être confirmées par la violente répression des grévistes des transports aériens et des étudiants.

On dirait que, peu à peu, la paix sociale se fissure dans ce pays de poètes nostalgiques ! Le résultat

des récentes élections municipales confirme, à sa manière, un raz-le-bol populaire sans perspective. Tant il est vrai que (au Portugal comme dans tous les pays de « démocratie réellement existante ») une des réussites de la pratique électorale est de rendre les « citoyens » aliénés à cet inlassable manège qui consiste à reprendre les mêmes et à recommencer ! Les heureux gagnants de ces élections vont pouvoir fêter en fanfare le Nouvel An ! Pendant les six années à venir, la Communauté européenne prévoit d'offrir à la bourgeoisie portugaise et à sa fidèle nomenklatura la coquette somme de 120 milliards de francs d'aides au développement ». Soit le double de ce qui a déjà été versé depuis dix ans ! Les sociaux et les communistes-verts, qui viennent d'élargir leur pouvoir local à la presque totalité des zones urbaines, vont pouvoir se refaire une santé tout en honorant de nouvelles priorités :

poches de gauche contre poches de droite ! D'autant que le robinet européen menace de se fermer bientôt. Dix ans de fonds de développement ont permis à la bourgeoisie portugaise de s'engraisser comme au temps de l'or du Brésil, alors que les structures de la société ont été ravagées par une vague de corruption, de clientélisme et de revenus parasitaires. Conséquence de ce « développement miraculeux » : la misère populaire n'a pas cessé de s'aggraver, les bidonvilles de s'étendre, le travail infantile de prospérer, la jeunesse de sombrer. Enfin, la lutte de classes fut ramenée au niveau des

« marches de la faim » ! Alors on craint pour la suite ! La revanche sociale ne paraît pas être pour demain mais elle est, dès maintenant, inscrite dans la violence des rapports sociaux et dans la haine populaire qui monte contre les possédants. Pour le mieux et pour le pire, selon les voies politiques qu'elle trouvera pour s'exprimer.

Certes, tout cela est insignifiant en comparaison avec ce qui nous arrive de Russie. Le Portugal n'est qu'un exemple miniature de la décadence précoce du modèle démocratique appliqué aux sociétés européennes pauvres, alors que la Russie annonce, elle, l'incontour-

nable avenir de barbarie qui est le prix de l'effondrement du système de capitalisme d'Etat. Le regard inquiet que nous tournons vers l'est ne doit pas nous rendre aveugles au désastre social qui s'étend dans les périphéries du sud de l'espace européen, au Portugal et en Espagne en particulier. Il est un des prix de cette Europe qui cherche à se structurer autour des vieux centres capitalistes. Un déséquilibre supplémentaire qui ne manquera pas de peser sur le nouveau désordre mondial que nous commençons à subir.

Charles Reeve

Lettre lisutaniennne

[...] Ici aussi il y eut de la bagarre dans les transports aériens (TAP-Air Portugal). Mais les travailleurs ont fait preuve de moins de combativité que ceux d'Air France. Quoi qu'il en soit, l'aggravation de la crise produit peu à peu un changement dans le climat social. Pour le moment, ce sont les manifestations estudiantines qui prennent le devant de la scène et qui ont contraint Cavaco Silva à effectuer un remaniement inattendu dans son gouvernement. Ce qui fut compris comme un signe de faiblesse politique. Jusqu'à aujourd'hui, l'homme cultivait une image de dur intransigeant, et il n'est pas impossible que cet accident de parcours lui fasse perdre une partie de la confiance quasi-superstitieuse que la petite-bourgeoisie portugaise lui vouait — toujours l'admiration de l'« homme fort » ! L'opposition est à l'attaque, essayant de capitaliser tout mécontentement pour gagner les élections du 12 décembre. La campagne électorale ressemble à un carnaval imbécile [...]. Un lamentable spectacle qui est à la mesure de la démocratie que nous méritons. Toutefois, il est trop tôt pour savoir si la crise gouvernementale est ouverte. A moins que la crise écono-

mique prenne des développements dramatiques. En plus de la grève de la TAP, d'autres mouvements de protestation ouvrière ont pris forme récemment ; comme toujours minimisés par les médias. On doit signaler, en particulier, la « marche de la faim » des travailleurs du verre, venus de Marinha Grande [ville industrielle du centre, NdT] à Lisbonne, la grève sauvage des dockers de Sétubal [ville au sud de Lisbonne, NdT], ainsi qu'une grève dans les chantiers navals de Lisnave [face à Lisbonne, NdT]. Les centrales syndicales n'ont pas osé signer l'accord salarial national (« C'est 4% ou rien ! », leur a dit le gouvernement) et parle, mollement et de façon indécisée, de grève générale. Celle-ci est également annoncée pour la fin janvier en Espagne, mais nous savons que la situation y est toujours plus agitée et combative. De façon subjective, je résumerai la situation en disant que le gouvernement est menacé par les étudiants, les médecins, les juges et les patrons agricoles, plus que par les ouvriers et autres salariés. Et pourtant la situation est de plus en plus dramatique ! C'est comme ça ! [...]

Francisco M.R. (Lisbonne, le 6 décembre 1993)

Des citoyens portugais avant les élections : parmi eux un gréviste de TAP-Air Portugal.



ALLEMAGNE

La chasse nazie est ouverte

AU DÉBUT du mois de décembre, le journal néonazi *Der Einblick* (l'Aperçu), « revue de résistance nationaliste contre le terrorisme du front rouge et des anarchistes », éditée au Danemark pour rendre difficile d'éventuelles poursuites de la justice allemande, a publié une longue liste d'environ 250 coordonnées d'antifascistes et de personnes qui se sont engagées d'une manière ou d'une autre contre le fascisme. On y trouve les noms et les adresses de plusieurs journalistes, syndicalistes, professeurs, députés, travailleurs sociaux... Ny sont pas seulement indiquées les adresses mais aussi des informations parfois détaillées sur les habitudes quotidiennes de ces personnes, sur leur voiture, leur maison... certains

renseignements émanant vraisemblablement de services de police. Trois exemples :

— au sujet d'un universitaire : « Sur sa voiture, pas d'autocollants ou signes distinctifs. Sa maison est bordée d'arbres, près d'une église protestante... Sa femme, D.C., est sapée comme une vieille soixante-huitarde ».

— « Gerhard M., membre des Verts, est âgé de 33 à 40 ans, il a des cheveux longs roux, porte des lunettes rondes et a l'air négligé. Il conduit une Golf verte, numéro d'immatriculation... Il entretient des contacts étroits avec des anarchistes et d'autres criminels de ce genre... »

— ou encore en ce qui concerne la vie privée, qui n'est pas épargnée, les fascistes savent sur Barbara B. :

« En plus de ses activités anti-allemandes, elle est mariée à un nègre ! »

Le but des auteurs est de « casser définitivement les anarchistes, le front rouge et l'Antifa » et d'« éliminer toutes les forces destructives, anti-allemandes et anti-nationalistes en Allemagne ». D'autre part, les auteurs prétendent dans leur éditorial : « Nous n'allons pas faire appel à la violence sous forme de coups et blessures ou d'assassinats contre nos adversaires. Chacun de nous doit savoir ce qu'il fera avec les informations qui y sont données. Mais nous espérons bien que vous allez les utiliser ! »

Les fascistes les ont déjà utilisées à Aurich, une ville située au nord de l'Allemagne. Par deux fois, un jeune antifasciste, dont le nom se trouve

sur la liste publiée, a été attaqué. Trois fascistes ont essayé de lui crever un œil à coups de couteau. Un peu plus tard, les fenêtres de la maison où il habite ont été cassées. Suite à ces agressions, il a déménagé. Mais des actions plus dures et encore plus violentes sont possibles.

A partir de réseaux informatiques, que l'on penserait bien protégés, les nazis peuvent se procurer des informations nécessaires à la fabrication de différentes sortes de bombes. Une bombe à base de TNT a été envoyée par courrier à un jeune qui avait quitté la mouvance nazie de Berlin. Seule une petite erreur de fabrication a empêché l'explosion qui aurait pu détruire deux étages de l'immeuble dans lequel il habite.

Derrière ces appels à la violence, se trouve le soit-disant Anti-Antifa, dont un des dirigeants est le néonazi Christian Worch d'Hambourg, leader de la Nationale Liste. Déjà en 1992, *Index*, la publication de ce groupe, avait demandé à ses lecteurs de rassembler le plus d'informations possibles sur des antifascistes pour les rendre accessibles, à l'aide de l'informatique, aux fascistes. Ces informations ont été stockées sur disquettes selon une classification en quatre catégories, allant de l'« adversaire politique » à la « personne qui peut être tuée ». Pour les fascistes ne disposant pas d'un ordinateur, *Einblick* a pris le relais.

D'après infos reçues de deux correspondants allemands

SAGA CHINOISE

« Les Cygnes sauvages »

Jung Chan - éditions Plon

SÉLECTION

RADIO LIBERTAIRE (89.4)

• Jeudi 6 janvier, 10 h - 12 h : « Extrême limite » (lutte des chômeurs et précaires).
 • 20 h 30 - 22 h : « Chronique hebdo ».
 • Vendredi 7 janvier, 14 h 30 - 16 h : « Bibliomanie ».
 • Samedi 8 janvier 1994, 10 h - 11 h 30 : « La Mémoire sociale ».
 • Dimanche 9 janvier : « 1275 âmes », thème du jour : la drogue (information et prévention). Cette émission a lieu un dimanche sur deux.

• Lundi 10 janvier, 8 h 30 - 10 h 30 : Infos (avec Laurent).
 • 12 h - 13 h 30 : « En toute mauvaise foi » (chansons et libres propos avec Julien).
 • Mardi 11 janvier, 16 h 30 - 18 h : « Petites annonces d'entraide » (avec Elisabeth).
 • 20 h 30 - 22 h 30 : « Radio Libertaria » (actualité sociale avec la CNT-AIT).
 • Mercredi 12 janvier, 6 h - 8 h : « Libertaire Matin » (brèves et invités avec Patrick).

ELISABETH
 GUIMOU DE LA TRONCHE
 samedi 8 janvier
 20 h 30
 samedi 22 janvier
 20 h 30
 Caveau « La Bohème » /
 théâtre des Déchargeurs
 3, rue des Déchargeurs
 (M^o/RER Châtelet) 75001 Paris.
 Tél. : 42.36.10.29
 Entrée : 60 et 80 F

« Mots et Musiques »
 et Radio Libertaire
 présentent
 CHRISTIANE AUTHIER
 Lundi 24 janvier
 20 h 30
 Théâtre Clavel
 3, rue Clavel (M^o Pyrénées)
 75019 Paris.
 Réservations : 43.84.70.04.
 Entrée : 70 et 90 F

CD

« L'Art primitif »

On a faim ! Label

Réflex (Réseau d'étude, de formation et de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie) est une association qui se bat pour informer et rassembler les individus, collectifs et associations qui luttent contre le fascisme, le racisme et les idéologies sécuritaires et autoritaires, pour le droit de chacun à vivre comme il veut et où il veut. Pour s'autofinancer et publier régulièrement le bulletin *No Pasaran* et la revue *Réflexes*, l'association vient sortir, avec l'aide d'On a faim ! Label, un CD rassemblant quelques-uns des groupes qui ont joué en soutien à Réflex. Digital Skank, Ben Barka, KNPT, Panik, Tears of a Doll, Straight Royeur, Power Wakan, Krull, Original Disease, Raymonde et les Blancs Becs, Desert Culturel et The Informers, avec dix-neuf titres, donnent une bonne idée de ce que sont ces concerts militants où toutes les musiques rock, punk, hardcore, reggae, ska, rap... font danser les combats passés et à venir !

Après des années de galeries diverses, ce CD est enfin disponible au prix de 90 F (port non compris) à la librairie du Monde Libertaire, à Réflex (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris) ou à On a faim ! Label, BP 166, 86004 Poitiers et chez les bons disquaires, courant janvier !

Gil

FRANCE CULTURE (93.5/93.9)

Les chemins de la connaissance

Du lundi 10 au vendredi 14 janvier
 de 8 h 30 à 9 h

PIERRE-JOSEPH PROUDHON

par Roland Auguet
 (réalisation : Arlette Dave)
 avec

Gaston Boudet, Patrice Rolland
 Bernard Voyenne et Gaetano Manfredonia

Une vie, une œuvre

Jeudi 13 janvier
 de 9 h 05 à 10 h 30

MAX STIRNER

par Jean Daive
 (réalisation : Claude Giovannetti)

avec Gaetano Manfredonia, Bernard Pautrat,
 Gisèle Souchon, Pierre Osno, Gérard Rollet,
 Diederik Dettmeijer et Roger Caratini

Jeudi 20 janvier
 de 9 h 05 à 10 h 30

MICHEL BAKOUNINE

par Marie-Christine Navarro

LA TRAME des *Cygnes sauvages* (1) de Jung Chan est résumée par le sous-titre *Mémoire d'une famille chinoise de l'Empire Céleste à Tiananmen*. C'est une saga qui se confond avec l'histoire de la Chine du XX^e siècle à travers trois générations de femmes dont le changement de condition illustre l'entrée accélérée du pays dans la modernité.

La grand-mère, née en 1909 à la fin de l'Empire, est vendue à l'âge de quatorze ans comme concubine par son père à un haut dignitaire pour obtenir les faveurs de ce dernier. La mère se marie à l'âge de dix-huit ans en 1949, l'année de la prise du pouvoir par le Parti communiste, avec l'homme de son choix mais après avoir obtenu le double aval de la famille et du Parti. Quant à la fille (l'auteur), née en 1952, elle vit depuis 1978 en Angleterre après avoir été une des premières boursières à pouvoir étudier à l'étranger à la faveur de la libéralisation post-Révolution culturelle.

C'est la mère de Jung Chan qui lui a donné l'envie d'écrire ce livre et qui en est la véritable héroïne ; après de longues années de silence, elle lui a raconté son histoire lors d'un voyage à Londres, histoire qui constitue un véritable voyage à l'intérieur du Parti communiste chinois.

Ce dernier jouissait d'une légitimité incontestable au début des années 50. Après sa victoire sur un Parti nationaliste pourri, corrompu jusqu'à la moelle, qui laissait le pays en pleine débâcle et en proie à la famine : inflation à sept chiffres, « fille à vendre pour dix kilos de riz », il fit preuve d'une efficacité remarquable en restaurant l'ordre et en relançant l'économie dans des délais records.

Il s'appuyait pour cela sur un type d'homme nouveau, le militant communiste, qui avait dû auparavant franchir avec succès les « cinq cols » : changer radicalement d'attitude vis-à-vis de sa famille, de sa profession, de l'amour, de son mode de vie et du travail manuel, et que symbolisait le père de Jung Chan, un pur et dur incorruptible à la devise simple : « Tu dois obéir au Parti même si tu ne comprends pas, même si tu n'es pas

d'accord ». C'est la fin de la sphère privée : le Parti est le nouvel alpha et oméga auquel on doit être dévoué corps et âme, 24 h sur 24, en actes comme en pensées.

La contrepartie, c'est que le Parti constitue un fantastique moyen de promotion sociale : à trente ans, le père est nommé gouverneur de la région de Yibin dans la province du Sichuan avec le grade dix, et la mère est à vingt ans responsable de la Ligue de la Jeunesse avec le grade dix-sept et gagne moitié moins. C'est que très vite va être instaurée une forte hiérarchisation de l'administration découpée en vingt-six catégories, le salaire de l'échelon le plus bas, le grade vingt-six, correspondant à 1/20^e seulement de celui du grade le plus élevé, révéant une distorsion

« ...Le Parti communiste va de plus en plus se comporter comme une nouvelle classe... »

de plus en plus grande entre le discours égalitaire communiste et sa pratique. Tout en accentuant son emprise sur la population par les campagnes successives lancées pour débuser les « contre-révolutionnaires » (selon la catégorie sociale du moment désignée à cet effet), en impliquant les gens eux-mêmes dans cet immense appareil de contrôle par le biais des enquêtes effectuées non par la police mais par les camarades de travail et les voisins, le Parti communiste va de plus en plus se comporter comme une nouvelle classe (les « mandarins rouges ») et dont l'auteur donne une illustration à propos de la résidence de ses parents à Chengdu, capitale du Sichuan, dans les années 60 :

« La résidence regroupait treize immeubles et la demi-douzaine de secrétaires du Parti qui composaient le noyau de la direction provinciale étaient regroupés dans une résidence spéciale à l'intérieur de la nôtre. Deux portails gardés 24 h sur 24 par des soldats armés donnaient accès à ce sanctuaire, et seul le personnel autorisé avait le droit d'y pénétrer. A l'intérieur de cette enclave, les familles

des secrétaires occupaient des maisons individuelles à étages. Sur le seuil du 1^{er} secrétaire, Li Jing-quan, une sentinelle armée montait la garde en permanence. Je grandis avec la conviction que la hiérarchie et les privilèges faisaient partie des choses normales ».

On comprend mieux le coup de tonnerre de la Révolution culturelle dans ces conditions. Certes, c'est à juste titre que Jung Chan rappelle qu'elle a surtout été un moyen pour Mao Zedong de reprendre un pouvoir qui était en train de lui échapper et que le climat de terreur et de délation qui a régné de 1966 à 1976 a laissé des marques indélébiles (son père d'ailleurs n'y résista pas et mourra en 1975 « trahi par la cause même à laquelle il avait voué toute son existence, et cette trahison l'avait tué »).

Il n'en reste pourtant pas moins que si la Révolution culturelle a déclenché au début un réel enthousiasme parmi la jeunesse, c'est qu'il s'agissait de l'explosion d'une colère réprimée pendant des années qui voyait « des masses opprimées s'opposant aux dirigeants oppresseurs » (2). Face à un régime communiste qui avait endossé les vieux habits de l'Empire du Milieu et du confucianisme, symbolisé par le président de la république Liu Shao-qi, il convenait d'appliquer la « décision en seize articles » prise par Mao en août 1966 : « Les masses sont les maîtres de la société ; élection des dirigeants par la base et possibilité de les révoquer à tout moment ; instauration des quatre grandes libertés : avoir des opinions divergentes, les exprimer, afficher des dazibaos, débattre en public » (3).

Quatre ans après Tiananmen, et alors que le régime fête en grande pompe le centième anniversaire de la naissance de Mao Zedong, ce programme est toujours d'actualité.

Jean-Jacques Gandini

(1) Le cygne sauvage symbolise celui (celle) qui est rebelle à toute emprise.
 (2) « Autobiographie de Wei Jingsheng » in *Perspectives chinoises*, septembre-octobre 1993.

(3) Lire à ce propos *Les années rouges* de Hua Linshan, éditions du Seuil, 1987.

Associations

CLERMONT-FERRAND : CYCLE DU FILM ESPAGNOL A L'ATENEO ET PERMANENCE LIBERTAIRE (RAPPEL)

Programme de l'Ateneo pour janvier :

— le lundi 17, projection de *Casas Viejas*, film en VO sur une des premières proclamations du communisme libertaire espagnol, durement réprimé par les socialistes en janvier 1933 ;

— le lundi 24, projection de *La luna de lobos*, le maquis espagnol en 1937 ;

— le lundi 31, projection de *Rocio*.

Ce cycle espagnol est présenté par un tout nouveau groupe libertaire qui se réunit chaque lundi de 20 h 30 à 22 h 30 à l'Ateneo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

Ce groupe invite les membres de la FA à venir le rencontrer. Il leur propose de participer aux activités du local et d'assurer une permanence (selon leur désir).

LIMOGES : « BLACK IROQUOISE »

Bonne qualité informative (articles antifascistes et antimilitaristes, interviews de groupes musicaux alternatifs, nombreuses adresses, actualité des zines et disques, critique anti-CD...) en ce qui concerne le zine *Black Iroquoise*, dont le n° 6 (trente pages) est arrivé récemment au ML.

Pour se procurer *Black Iroquoise*, qui coûte 10 F (tarif dégressif pour les distributeurs, dix exemplaires : 75 F), écrivez à *Convergence libertaire*, BP 135, 87004 Limoges cedex.

HISTOIRE ORALE D'UNE ENTRE-DEUX-GUERRES MILITANTE

« Mémoires libertaires Lyon 1919-1939 »

Claire Auzias - éditions L'Harmattan

LE LIVRE de Claire Auzias, *Mémoires libertaires - Lyon 1919-1939* (1), est un ouvrage très utile pour tous ceux qui s'occupent de l'histoire de l'anarchisme car il porte sur une période particulièrement mal connue de ce mouvement : celle de l'entre-deux-guerres. Résumée d'une manière assez sommaire par Jean Maitron, celle-ci aurait pourtant nécessité un bien meilleur traitement, puisque c'est au cours des vingt années séparant le premier du deuxième conflit mondial que se joue le sort de l'anarchisme, et, en grande partie, celui de la révolution mondiale. N'oublions pas, en effet, que si après la défaite de la révolution en Espagne le courant libertaire connaît indiscutablement une éclipse dont il aura du mal à se remettre, les jeux sont loin d'être faits au lendemain de la guerre de 1914-1918. Essayer de comprendre les raisons de cette défaite, pourquoi l'anarchisme n'a pas pu surmonter dans des meilleurs conditions les épreuves du fascisme et du bolchevisme, est donc pour nous quelque chose d'une importance capitale.

Laisser parler le rythme des mémoires

L'ouvrage de Claire Auzias présente, à cet égard, le grand mérite de nous fournir une somme assez remarquable d'informations tirées directement de la mémoire militante de dix-huit libertaires lyonnais que l'auteur a longuement interrogés. Le lecteur qui chercherait dans ces pages la trace d'une histoire purement événementielle de ce qui a pu se produire de marquant à Lyon au cours de ces années risqué, cependant, d'être fort déçu.

Essai d'histoire orale, l'objectif avoué de ce livre a été, avant toute chose, celui de restituer, à travers les souvenirs forcément sélectifs de ces compagnons, une manière d'être et d'agir de toute une collectivité. Il se



présente ainsi tout à la fois comme une sorte d'anatomie et une fresque des activités du mouvement libertaire.

Son mérite principal aura été, celui d'associer l'analyse sociologique du milieu d'appartenance des personnes interrogées, à celle d'une culture politique particulière : l'anarchisme.

Le groupe des militants rencontrés par Claire Auzias se présente à première vue comme étant particulièrement homogène de par leurs origines sociales : tous ouvriers et eux-mêmes fils d'ouvriers, de petits employés ou d'artisans ! Derrière cette uniformité de façade se cachent, pourtant, bien des différences à commencer par des engagements pouvant aller du syndicalisme révolutionnaire à l'individualisme le plus affirmé. Ce qui les unis tous, en revanche, c'est une même manière de vivre qui les porte à adopter, par delà les clivages de tendances, un mode de vie sensiblement analogue.

L'auteur consacre à juste titre une bonne partie des 300 pages de l'ouvrage à rendre compte du vécu militant, qu'il s'agisse de la vie familiale ou des différentes formes de sociabilité libertaires. C'est ainsi que l'on apprend que presque toutes les personnes interrogées ont été mariées, parfois même plus d'une fois, ou bien que, sentiment d'entraide aidant, « tout le monde hébergeait tout le monde ». Toujours sur le même registre, une autre remarque nous fait savoir que « les libertaires ne fréquentaient que les libertaires »... ce qui ne les empêchait nullement d'être des propagandistes acharnés.

Ces « manières d'être » ne correspondent d'ailleurs pas toujours avec le comportement que l'on pourrait attendre d'eux compte tenu des positions habituellement défendues par les libertaires. Un chapitre entier est consacré aux différentes pratiques de résistance au travail, comme par exemple le trimard ou le « macadam » ; pratiques qui contrastent étrangement avec les présupposés idéologiques du syndicalisme anarchiste ou bien avec l'exaltation proudhonienne de la morale des producteurs.

Mais que dire alors du rôle, somme toute subordonné, que les femmes continuent encore à avoir dans les ménages libertaires ? Dommage que parmi les personnes interrogées individuellement, il n'y ait eu qu'une seule « compagne » pour faire entendre un point de vue peut-être différent de celui des « compagnons ».

L'histoire orale en question

Tout le livre de Claire Auzias s'articule au fait autour d'une interrogation centrale qui est celle de l'identité libertaire. Comme elle l'a elle-même souligné : « deux directions ont déterminé l'enquête : comment êtes-vous devenu anarchiste ? Et : qu'était le mouvement anarchiste à Lyon entre les deux guerres ? »

La partie la plus intéressante est celle consacrée aux pratiques culturelles des compagnons.

Le constat que les anarchistes sont toujours fondamentalement des « éducationnistes » porte l'auteur à parler longuement de l'utilisation des différentes formes de propagande

pouvant aller des chansons aux « causeries entre camarades ». L'analyse des lectures pratiquées par les libertaires lyonnais nous offre elle aussi quelques surprises. En dehors des textes militants les plus connus, les préférences vont indiscutablement d'une part aux ouvrages de vulgarisation scientifique des théories matérialistes, et d'autre part aux classiques de la littérature française, parmi lesquels Zola et Hugo occupent une place de premier plan.

Indiscutablement, les anarchistes interrogés sont tous soit des autodidactes, soit des militants valorisant le travail d'auto-information individuelle ; travail jugé comme étant un préalable indispensable à tout effort véritable de transformation de la société. Comme tous les autodidactes, cependant, il est possible de trouver chez eux un même sentiment d'attraction-répulsion vis-à-vis des intellectuels (ou supposés tels) que l'ouvriérisme dominant dans le mouvement social français n'arrangeait guère.

L'image qui se dégage de cette patiente reconstruction des pratiques libertaires est d'une étonnante richesse. Un regret toutefois, qu'elle ne soit pas toujours suffisamment mise en valeur. Claire Auzias, en effet, surtout dans les chapitres où elle présente les activités anarcho-syndicalistes ou communistes libertaires sur Lyon, ne sait pas résister à la « tentation » d'introduire des éléments d'une histoire événementielle qui contraste avec les objectifs avoués de son travail de recherche.

Certes, le souci de rendre intelligible aux non-spécialistes les différents souvenirs des militants interrogés y est pour beaucoup. Cela dit, l'auteur nous semble accorder trop de crédit aux propos forcément sélectifs et tronqués des personnes qu'elle a rencontrées. Il n'est pas question, bien évidemment, de mettre en doute la sincérité de leurs propos. Mais, même si les sources écrites confirment, dans les grandes lignes, les sources orales, nous sommes loin de partager l'optimisme de Claire Auzias quand elle affirme que « les mémoires des militants se sont révélées capables de restituer une histoire, tant événementielle qu'interprétative » (p. 299).

Le degré de véracité des sources utilisées ne nous paraît pas, en effet, représenter la chose la plus importante dans l'histoire orale. Car ce qui fait son intérêt est justement tout ce travail de « réinterprétation des événements » à travers le prisme

déformant du souvenir ; travail qui permet de saisir ou de mettre en valeur tous ces éléments qu'une histoire fondée uniquement sur les sources écrites ne peut pas saisir convenablement. C'est, répétons-le, au niveau des pratiques, des modes de vie, du non-dit militant, que le témoignage de la mémoire orale est irremplaçable. Et nous aurions aimé que Claire Auzias questionne encore davantage qu'elle ne l'a fait ses interlocuteurs pour qu'ils nous racontent comment ils vivaient dans la vie de tous les jours, comment étaient organisées les activités militantes, qui « commandait », quels types de conflits avaient-ils pu avoir avec d'autres compagnons...

Mais ne soyons tout de même pas trop exigeants. Dans les limites que l'auteur s'est posées, *Mémoires libertaires* est un excellent livre. Nous ne pouvons ainsi que partager le constat de Claire Auzias quand elle affirme : « N'avoit point explicité le fonctionnement de la mémoire, son rapport avec l'histoire, ses interprétations, n'implique pas que cette source soit une évidence transparente, non susceptible de définition, de prudence conceptuelle. Nous l'avons dit : c'est un travail de terrain, dont les exigences premières étaient d'en rendre compte ».

Qui fait mieux ?

Gaetano Manfredonia

(1) *Mémoires libertaires - Lyon 1919-1939*, Claire Auzias, éditions L'Harmattan, Paris, 1993, 316 p. Prix : 170 F (ajoutez 10% de frais de port). En vente à la librairie du Monde libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

SOMMAIRE

Page 1 : Non à l'école au service des curés, des patrons, de l'Etat (suite p. 3), Ex-Yougoslavie, Italie : nation, irrédentisme et guerre (suite p. 5), Bonne année libertaire... quand même !

Page 2 : De la misère en milieu étudiant.

Page 3 : Non à l'école au service des curés, des patrons, de l'Etat (suite de la « une »), Non à l'armement ! Oui à la reconversion ! Des paysans devant les tribunaux, Souscriptions ML, Infos FA.

Page 4 : Vigilance face aux déchets nucléaires (Ardennes), Chronique d'une vallée en danger (Tunnel du Somport), Des déchets comme s'il en pleuvait (Charente), Nouvelles du front.

Page 5 : Ex-Yougoslavie, Italie : nation, irrédentisme et guerre (suite de la « une »), Suède.

Page 6 : Episodes de la nouvelle tragédie iberique, Lettre lisitanienne, La chasse nazie est ouverte.

Page 7 : Sélection Radio Libertaire, « L'Art primitif », « Les Cygnes sauvages », Associations.

Page 8 : « Mémoires libertaires... ».

FORUM

Samedi 8 janvier - 16 h 30

« Mémoires libertaires

Lyon 1919-1939 »

avec CLAIRE AUZIAS

Librairie du Monde Libertaire

145, rue Amelot (M^o Oberkampf)

75011 Paris.

Claire Auzias sera l'invitée de « La Mémoire sociale » (Radio Libertaire) le samedi 8 janvier de 10 h à 11 h 30.